



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC**

**11 Laurier St., / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**

**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services - EL Division/Services

professionnels en informatique - division EL

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Omnibus (BPA, B2B, CECP) IT Profess	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 47419-251689/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 001
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 1000341689	<b>Date</b> 2018-09-04
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$EL-606-33760	
<b>File No. - N° de dossier</b> 606el.47419-251689	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-09-17</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Mansour, Silvana	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 606el
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 858-9935 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**La modification 001 de la demande de propositions (DP) vise à répondre aux questions des soumissionnaires.**

---

## **QUESTIONS ET RÉPONSES**

**Question 1 :**

Au critère coté pour l'organisation O.1.2, l'État peut-il confirmer que les soumissionnaires peuvent prouver leur capacité organisationnelle en citant en référence des contrats dont les ressources ont accompli les tâches des ressources exigées, mais sous d'autres titres?

**Réponse 1 :**

Oui, les titres des postes peuvent être différents mais les tâches et le niveau d'expérience doivent correspondre à ceux qui sont identifiés dans l'énoncé de travail.

**Question 2 :**

Compte tenu de la complexité des exigences de l'appel d'offres cité en objet, du nombre d'appels d'offres du gouvernement du Canada actuellement en concurrence et du congé de la fête du Travail, nous vous demandons de bien vouloir reporter à dans deux semaines la date de fermeture, c'est-à-dire le 1er octobre 2018.

**Réponse 2 :**

La date de fermeture de cette invitation ne change pas pour le moment.

**Question 3 :**

On mentionne que Modis Canada Inc. est le titulaire, mais que la valeur du contrat est de 138 000 \$. Pouvez-vous indiquer quels sont les catégories et les rôles du titulaire?

**Réponse 3 :**

Programmeur-analyste (PCED)

**Question 4 :**

L'évaluation financière à la section 4.3 encourage les soumissionnaires à proposer des tarifs faibles dans les catégories de ressources les plus importantes au moment d'attribuer des points à chacune des catégories. Cette pondération donne souvent des tarifs faibles déraisonnables en fonction des ressources importantes exigées. Par exemple, le programmeur-analyste (Java) de niveau 3 et le programmeur-analyste (soutien à la production) de niveau 2 ont des points beaucoup plus élevés, ce qui signifie que les soumissionnaires proposeront de très faibles tarifs ou « rempliront » les catégories pour obtenir le maximum de points afin d'augmenter le total des points. Ce faisant, ces catégories seront inutilisables étant donné que le soumissionnaire ne sera pas en mesure de fournir des ressources aux tarifs faibles. Pour s'assurer que le soumissionnaire retenu offre des tarifs de marché justes et qu'il retient les services de professionnels qualifiés pour les quatre prochaines années, l'État peut-il envisager de proposer la même pondération pour chacune des catégories?

**Réponse 4 :**

Le Canada a examiné la demande, mais le besoin ne change pas.

**Question 5 :**

Critère obligatoire pour l'organisation O.1.1: L'État demande au soumissionnaire de fournir deux contrats cités en référence ayant une valeur cumulative totalisant 7 000 000 \$. Selon l'estimation des efforts déployés indiquée à la page 5 et 6 de la DDP, l'exigence ne correspond pas aux véritables besoins de l'ASFC et au volume attendu du soumissionnaire. Nous demandons à l'État de changer l'exigence pour deux contrats cités en référence ayant chacun une valeur de 7 000 000 \$. L'ASFC sera alors assurée de recevoir des services de soumissionnaires ayant prouvé qu'ils ont l'expérience pour fournir un volume si élevé de ressources.

**Réponse 5 :**

Le Canada a examiné la demande, mais le besoin ne change pas.

**Question 6 :**

À la section 4.3, Évaluation financière, l'État établira une limite inférieure de la médiane de -20 % et une limite supérieure de la médiane de +30 % par période et par catégorie de personnel. L'État s'expose au risque que des fournisseurs proposent des tarifs faibles en permettant une limite inférieure de -20 % qui ne correspond pas aux tarifs des ressources de niveau intermédiaire ou supérieur qu'exige l'État. Pour favoriser des tarifs de marché appropriés et des ressources de qualité, l'État est-il prêt à réduire la limite inférieure de la médiane à -10 %?

**Réponse 6 :**

Le Canada a examiné la demande, mais le besoin ne change pas.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.**